

Numéro 26 - 27 février 2016

Le peuple contre US Steel

Crise de propriété: US Steel déclare qu'il n'est plus propriétaire de Stelco



Le peuple contre US Steel

- Crise de propriété: US Steel déclare qu'il n'est plus propriétaire de Stelco
- Le problème est le libre-échange néolibéral, pas l'acier à bas prix de la Chine
- Les concessions ne sont pas une solution
- Le département du Travail des États-Unis intente une poursuite contre la société US Steel

Iron Ore Canada suspend des travailleurs qui ont été malades

- La compagnie blâme les travailleurs pour les problèmes du secteur du fer et de l'acier - Entrevue avec Ron Thomas, président de la section 5795 du Syndicat des Métallos à Labrador City

Le peuple contre US Steel

Crise de propriété: US Steel déclare qu'il n'est plus propriétaire de Stelco

Qui est propriétaire de Stelco en ce moment ? La propriété Stelco est une entreprise productive qui comprend les usines, les matériaux, la machinerie et les terrains de l'aciérie de Hamilton. US Steel a acheté Stelco en 2007 mais il déclare avoir renoncé volontairement à sa propriété il y a quelques années.

Être propriétaire de forces productives comprend nécessairement des responsabilités. Celles-ci comprennent les dettes sur la propriété, la responsabilité de produire du produit social et de respecter ses engagements en fait d'emplois, d'impôts à payer et de questions sociales comme les pensions, les avantages sociaux à la retraite et le nettoyage environnemental.

Les responsabilités associées à la propriété de forces productives viennent en partie du caractère social de la propriété. La propriété est nécessairement enracinée dans une communauté sinon comment peut-on parler de propriété ? En l'absence d'une communauté qui reconnaît la propriété de différentes choses et l'inscrit à l'intérieur d'un gouvernement de droit, la propriété disparaît. Si une communauté ne reconnaît pas que telle ou telle chose appartient à

un propriétaire, alors celui ou ceux qui affirment en être propriétaires doivent défendre leur statut de propriétaire d'une manière ou d'une autre dans une lutte contre la communauté.



Afin de servir leurs intérêts privés étroits, les gens qui contrôlent US Steel disent avoir renoncé à leur statut de propriétaires de Stelco huit ans après en avoir acquis les installations de production.

Ils disent que la propriété Stelco à laquelle ils ont renoncé leur doit 2,2 milliards \$ et devrait être liquidée afin de payer sa dette.

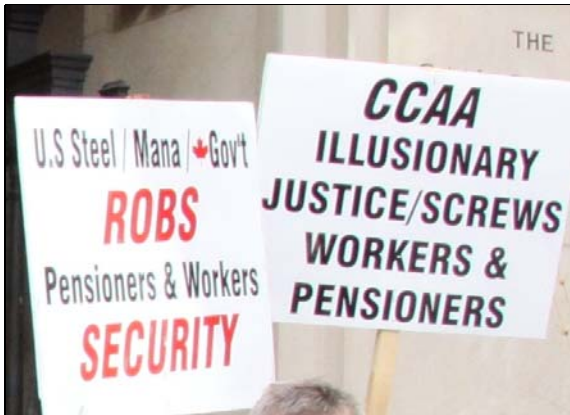
Pour atteindre leur objectif de liquidation et de paiement de la dette, ils ont placé la propriété Stelco sous la protection de faillite assurée par la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). La LACC agit au service du droit de monopole, à l'extérieur du droit commercial qui régit la propriété et les responsabilités. La LACC ressemble à un film du Far West où c'est la raison du plus fort qui domine et les gens en position de contrôle dictent ce qui en est et ce qui va arriver, à l'extérieur de l'État de droit qui existe, des conventions collectives et des contrats conclus.

Si ce n'était de la LACC, ceux qui contrôlent USS devraient prouver qu'ils ont abandonné volontairement leur propriété de Stelco à quelqu'autre propriétaire à qui ils l'ont vendue ou donnée, et cette transaction devrait apparaître dans les registres de la loi. Il faudrait retourner en arrière pour produire des preuves qu'il y a un nouveau propriétaire, les preuves des transactions réelles qui ont mené à la crise actuelle sur la question de la propriété.

La dette de Stelco dont US Steel prétend être le détenteur devrait être prouvée par la production du contrat qui a été enregistré et comprend les signatures et la production des ententes indépendantes signées par ceux qui ont accepté cette dette et devraient alors prouver qu'ils sont les propriétaires actuels de Stelco ou qu'ils agissent légalement en leur nom. Sans cela, si elle n'est pas étayée de preuves en appui à ce qu'ils disent, avec des documents qui remontent à des années sinon des décennies, la position des gens qui contrôlent USS serait une farce.

Hors des confins de la LACC, l'histoire abracadabrante que racontent les gens qui contrôlent Stelco leur éclaterait en plein visage et serait rejetée par le tribunal en droit commercial comme une fabrication intéressée qui ne se justifie pas en droit. Un processus légitime devrait être entrepris pour transférer la propriété à un véritable propriétaire, avec ce que cela comprend en fait

de droits et responsabilités relatives à la propriété, comme les niveaux de production et d'emplois, les charges fiscales, le paiement des dettes et des factures, le nettoyage environnemental et les engagements en ce qui concerne les conventions collectives, les pensions et les avantages sociaux à la retraite et envers les gouvernements et les institutions publiques.



Les arguments de ceux qui contrôlent Stelco à l'effet que Stelco, la propriété qu'ils ont prétendument abandonnée, leur doit de l'argent serait rejetée comme une farce de mauvais goût par le tribunal de droit commercial, sinon prise au sérieux comme une conspiration criminelle en vue de commettre une fraude.

Quoi qu'il en soit, il faut une nouvelle direction pour les installations et matériaux de production de Stelco et les gouvernements doivent se montrer plus responsables et défendre l'intérêt

public et les droits des travailleurs et des employés salariés de Stelco et de tous ceux dans la communauté ou ailleurs qui ont des réclamations légitimes à la valeur que produisent les métaux.

Rien de bon ne va sortir du film de Far West de la LACC. L'affaire Stelco et d'autres semblables qui sont passées par la LACC ont atteint l'intégrité du gouvernement de droit. Les travailleurs et leurs communautés qui sont affectés par le saccage délibéré de la propriété productive qu'est l'aciérie Stelco n'ont pas l'intention de rester les bras croisés devant ce travesti de justice et interviennent avec fermeté pour que Stelco continue de produire de l'acier et demandent des comptes à tous ceux qui ont trempé dans le crime où qu'ils soient.

Les gouvernements fédéral et ontarien doivent intervenir au nom du peuple pour s'opposer au droit de monopole dans cette affaire et ouvrir une voie à une solution juste et positive de la crise.

Stelco peut et doit continuer de produire de l'acier. La valeur qu'elle produit doit servir à satisfaire les réclamations des retraités et des travailleurs actifs et de tous ceux qui ont des réclamations légitimes et le besoin de l'économie canadienne en acier.

***À bas la farce de la LACC !
Stelco doit continuer de produire de l'acier !***



Le problème est le libre-échange néolibéral, pas l'acier à bas prix de la Chine

Ceux qui contrôlent US Steel sont aussi engagés dans une campagne hypocrite et belliqueuse pour faire porter le blâme de la crise de l'acier à la Chine et à d'autres pays qui produisent de l'acier à meilleur marché. Ils refusent d'admettre que l'élite dirigeante américaine est le plus ardent partisan du libre-échange néolibéral et de toutes les autres pratiques qui provoquent des crises économiques récurrentes. En fait, leur campagne s'attaque à tout pays qui ose développer une économie indépendante en dehors du système impérialiste d'États mené par les États-Unis, des pays comme Cuba, la République populaire démocratique de Corée, le Venezuela et d'autres. Cette semaine, le gouvernement américain a imposé une amende à une société française pour le soi-disant crime d'avoir fait des affaires avec Cuba.

L'élite dirigeante américaine veut imposer aux autres son hégémonie et rejette tout effort pour développer une nouvelle direction pour l'économie, y compris celle des États-Unis. Les forces qui contrôlent les États-Unis bloquent toute tentative de construire une économie qui subvient à ses besoins et ne vole pas les autres dans le monde et ne viole pas les droits, comme les droits des métallos canadiens par exemple. L'élite dirigeante américaine est fermement opposée à l'édification d'une économie américaine qui se tient debout sans exploiter d'autres pays et leur exiger un tribut ni mener des guerres perpétuelles. Une économie prosociale moderne comme celle-là sied aux forces modernes avancées de production et peut garantir les droits et le bien-être de tous ses membres une fois qu'elle est libérée de la domination des riches et du droit de monopole.



Les plaintes de l'élite dirigeante américaine face à l'acier chinois à bas prix sonnent totalement creux car elle est le plus grand adversaire de toute nation qui veut se libérer de la domination et du contrôle des monopoles mondiaux. Les impérialistes américains ont déclenché guerre prédatrice après guerre prédatrice et des changements violents de régime partout pour s'assurer que d'autres pays tels l'Irak, la Syrie et la Libye ne suivent pas un chemin indépendant et libre de la domination des États-Unis et de ses pratiques injustes en matière de commerce et d'autres questions.



Juste au cours des dernières années, l'élite dirigeante américaine a délibérément inondé le monde de pétrole provenant de la fracturation pour détruire les économies de la Russie, du Venezuela et d'autres y compris le Canada. Ceux qui contrôlent US Steel ont été très heureux de prendre part à l'hystérie autour du pétrole de fracturation aux États-Unis, vendant des millions de tonnes d'acier tubulaire et d'autres types d'acier au secteur pétrolier. Maintenant que les 3,5 millions de barils par jour de nouveau pétrole dérivé de la fracturation font des ravages partout dans le monde, y compris dans le secteur pétrolier des États-Unis et abaissent le prix de l'acier dont ils ont besoin, les grands chevaliers de l'industrie nient toute responsabilité. C'est la faute des autres, gémissent-ils, refusant de regarder en face le gâchis qu'ils ont causé ou de permettre toute nouvelle direction prosociale. Ils préfèrent faire tout ce qu'ils peuvent pour défendre leurs privilèges de classe, attaquer la classe ouvrière et crier à l'injustice contre les autres qui sont engagés dans le même libre échange néolibéral et d'autres pratiques destructrices.

C'est le temps d'un changement ! C'est le temps d'une nouvelle direction ! C'est le libre-échange néolibéral dominé par le droit de monopole qui a causé cette crise. C'est le temps de quelque chose de différent qui respecte le droit public et garantit les droits et le bien-être du peuple et de son économie collective.



Les concessions ne sont pas une solution

Le département du Travail des États-Unis a accusé US Steel d'avoir contribué directement à la mort de deux métallos et à des blessures graves à un autre avec sa politique de « préoccupations en temps et coûts ». Cette politique de « préoccupations en temps et coûts » est le fer de lance de la campagne antiouvrière brutale de US Steel contre les travailleurs appelée « Carnegie Way » (la méthode Carnegie) qui vise à abaisser les conditions de travail et réduire les salaires, les avantages sociaux et les pensions des métallos et des employés salariés. Ces attaques ont amené le monopole américain à placer ses installations canadiennes en propriété exclusive de Hamilton et Nanticoke sous la protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers et les compagnies*, dans une tentative irresponsable de priver les travailleurs de leurs pensions et avantages sociaux à la retraite et de nier les revendications légitimes d'autres groupes dans la communauté. US Steel a pris la fuite avec les devis et les contrats lucratifs d'acier avec des clients canadiens, laissant derrière lui, comme une épave, son ancien concurrent Stelco.

La campagne Carnegie Way a été lancée sous le prétexte de faire face à la crise mondiale actuelle dans l'industrie de l'acier. En pratique, la méthode Carnegie ne propose pas de solution à la crise, mais ne fait qu'en reporter le fardeau sur la classe ouvrière.

Un sérieux transgresseur de la loi

LML note qu'en raison de questions non résolues concernant les blessures et les décès au travail, la Commission de la santé et sécurité au travail du département américain du Travail (OSHA) a proposé l'année dernière de mettre US Steel Corp. dans le « Programme de sérieux transgresseur de la loi pour avoir démontré une indifférence envers ses obligations à fournir un milieu de travail sain et sécuritaire pour les employés ».

Selon l'OSHA, le but du programme est de concentrer « les ressources sur l'inspection des employeurs qui ont fait preuve d'indifférence envers leurs obligations face à la loi sur la santé et sécurité au travail par des violations volontaires, répétées ou le refus de s'y soumettre ».

En mars 2015, l'OSHA a dit dans un rapport que « depuis 2009, l'OSHA a inspecté 14 fois des installations de US Steel Corp. et émis des avis juridiques pour des risques d'amputation, de fonctionnement non sécuritaire de grues, de violations associées à des liquides inflammables et autres dangers. L'entreprise a disposé de 15 jours ouvrables à partir de la réception des avis juridiques et des amendes proposées pour se conformer, demander une rencontre avec le directeur régional de l'OSHA, ou contester les résultats devant la commission d'examen indépendante de la santé et sécurité au travail. Les amendes proposées ont totalisé 107 900 \$ ».

Dans un rapport d'incident de l'an dernier intitulé « Les raccourcis de sécurité de US Steel Corp. ont entraîné une explosion fatale », l'OSHA a blâmé USS pour la mort de deux travailleurs et les brûlures graves infligées à un autre, citant la politique maîtresse de la compagnie de « préoccupations en temps et coûts ».

Décès et blessures en Alabama

Leo Bridges et Edward Bryant ont été brûlés vifs lors d'une grave explosion en septembre 2014 dans le bâtiment de flux de brasage de US Steel, laquelle, selon les inspecteurs de l'OSHA, « s'est produite parce que US Steel Corp. a mis les travailleurs à risque, afin de ne pas ralentir la production à son usine de Fairfield (Alabama).

« Les trois hommes ont ouvert et fermé une vanne défectueuse sur un four de l'usine de Fairfield quand le four a éclaté, ce qui a forcé l'hospitalisation de Bridges, Bryant et d'un troisième travailleur. Bridges, 61 ans, et Bryant, 53 ans, ont succombé à leurs blessures. Le troisième homme a été transporté à une unité des grands brûlés dans un état critique. L'usine Fairfield produit de l'acier et des produits finis.

« Les inspecteurs de l'OSHA ont déterminé que l'explosion a été causée par l'ouverture et la fermeture d'une vanne à haute pression qui contient de l'oxygène et de la chaux hydratée. Les hommes effectuaient le travail pendant que le four fonctionnait, selon les directives des gérants du département. »



Dans le rapport, Ramona Morris, le directeur régional de l'OSHA, à Birmingham, écrit que « la direction savait que tenter de faire fonctionner la valve tandis que le four était encore en opération mettait les travailleurs à risque, mais elle leur a permis de le faire parce qu'elle ne voulait pas faire arrêter la ligne de production pendant des heures. Cet employeur a choisi la productivité aux dépens de la sécurité de ses travailleurs, et deux personnes sont mortes à la suite de cette décision. »

L'OSHA a émis à US Steel, « une citation exécutoire pour ne pas avoir développé et utilisé une procédure permettant le contrôle d'énergie dangereuse provenant d'un four afin de permettre aux travailleurs d'opérer les vannes sur le four alors qu'il est en fonctionnement. Une violation délibérée est un acte fait de manière intentionnelle, consciente ou volontaire au mépris des exigences de la loi, ou par simple indifférence face à la sécurité et la santé des travailleurs ».

L'OSHA a également émis à US Steel sept citations graves, « pour ne pas avoir développé une procédure pour empêcher le four de libérer de l'énergie dangereuse pendant que les travailleurs effectuent son entretien, pour l'absence de signalisation vers les sorties de secours, pour une barrière de sortie mal installée, et le manque de formation des travailleurs à reconnaître les conditions dangereuses avec les systèmes à oxygène. Une violation grave se produit lorsqu'il y a une probabilité importante que la mort ou des lésions corporelles graves puissent résulter d'un danger dont l'employeur était conscient ou aurait dû l'être ».

(<http://www.osha.gov>)



Le département du Travail des États-Unis intente une poursuite contre la société US Steel

Le 22 février 2016, le département du Travail des États-Unis a annoncé dans un communiqué de presse qu'il va intenter une poursuite contre US Steel « pour des représailles exercées contre les travailleurs qui ont déclaré des accidents à l'endroit de travail ».

Les inspecteurs du gouvernement ont accusé USS d'avoir sanctionné deux travailleurs pour avoir

signalé « des blessures pouvant résulter d'incidents survenus quelques jours plus tôt à l'endroit de travail. Au moment des incidents, les employés ne se sont pas rendu compte qu'ils avaient subi des blessures et les symptômes ne se sont développés que plus tard. Lorsque les travailleurs l'ont réalisé et ont déclaré leurs blessures, US Steel a suspendu les deux travailleurs sans salaire pour avoir violé la politique de signalement immédiat de l'entreprise. »

La poursuite du département américain du Travail contre US Steel, « vise à annuler la mesure disciplinaire prise contre ces employés et à modifier la politique de signalement immédiat de l'entreprise ».

Le département du Travail a déclaré que la poursuite est nécessaire parce que US Steel a refusé de révoquer les mesures disciplinaires prises contre les travailleurs ou de modifier ou changer sa politique afin de donner aux travailleurs le temps de signaler les blessures.

« La politique de US Steel décourage les employés de signaler les blessures par crainte de représailles », a déclaré Richard Mendelson, administrateur régional à Philadelphie pour la Commission de santé et sécurité au travail (OSHA). « Parce que les travailleurs ne reconnaissent pas toujours les blessures au moment où elles se produisent, la politique de la compagnie incite les employés à ne pas signaler les blessures une fois qu'ils se rendent compte qu'ils auraient dû les signaler, car ils craignent que le retard dans la production de leur rapport ne contrevienne à la politique de l'entreprise et n'entraîne une réprimande », a-t-il ajouté.

Le communiqué de presse explique : « Les deux travailleurs ont subi des blessures en février 2014. Le 12 février, un technicien de service à temps plein à l'usine Clairton de US Steel, à Clairton, en Pennsylvanie, a trouvé un petit éclat logé dans son pouce et l'a extrait lui-même. Il a terminé son quart de travail sans autre incident. Deux jours plus tard, son pouce et sa main étaient enflés sensiblement et il a reçu un traitement médical pour une infection. Quand il a signalé l'incident à son superviseur, la société lui a imposé une suspension de cinq jours sans solde pour avoir violé la politique de l'entreprise. US Steel a réduit plus tard la suspension à deux jours.

« Le 15 février, un ouvrier à temps plein à l'usine Irvin de West Mifflin, en Pennsylvanie, s'est cogné la tête sur une poutre de faible hauteur. L'employé portait un casque et n'a pas senti de douleur ou ressenti d'inconfort à ce moment-là. Cependant, plusieurs jours plus tard, il a ressenti une raideur à l'épaule droite et est allé se faire traiter par un médecin, et son représentant a rapporté la chose à US Steel comme une blessure potentielle à l'endroit de travail. Quand il a rencontré le représentant de US Steel pour discuter de la question, l'entreprise l'a suspendu pour cinq jours sans salaire.

« Les deux travailleurs ont déposé des plaintes auprès de la Commission de la santé et sécurité au travail affiliée au département du Travail alléguant que US Steel les a suspendus en représailles pour avoir signalé des accidents à l'endroit de travail. L'agence a constaté que dans les deux cas, l'entreprise a violé la disposition anti-discriminatoire de la *Loi sur la santé et sécurité au travail*, ou de l'article 11 (c), lorsque l'entreprise a utilisé sa politique de signalement immédiat pour sanctionner les employés qui ont signalé des blessures 'tardivement'.

« À ce jour, US Steel n'a pas révoqué ses mesures disciplinaires contre les deux travailleurs en plus de refuser de modifier ou changer sa politique de signaler immédiatement les incidents afin de donner une période de temps raisonnable aux employés de signaler les blessures à l'endroit de travail.

« Déposée devant le tribunal du district du Delaware des États-Unis, la poursuite vise ce qui suit :

- ordonner à US Steel de cesser de violer l'article 11 (c), paragraphe (1), de la Loi.

- ordonner à l'entreprise de révoquer et d'annuler sa politique de signalement immédiat.
- ordonner à US Steel de ne pas appliquer cette politique de déclaration des blessures ou des maladies à l'endroit de travail, qui oblige les employés à signaler leurs blessures ou maladies professionnelles plus tôt que sept jours civils après que l'employé blessé ou malade prend conscience de sa blessure ou de sa maladie.
- annuler les mesures disciplinaires et les sanctions prises contre les deux employés.
- exiger que l'entreprise compense les plaignants pour tout, y inclus les pertes de salaire et d'avantages sociaux y compris les intérêts, ainsi que des dommages-intérêts compensatoires.
- exiger que l'entreprise affiche des avis sur tous ses lieux de travail pendant 60 jours en indiquant qu'elle ne va pas faire de discrimination ou exercer des représailles contre les employés impliqués dans des activités protégées par l'article 11 (c) de la Loi. »



Iron Ore Canada suspend des travailleurs qui ont été malades

La compagnie blâme les travailleurs pour les problèmes du secteur du fer et de l'acier

- Entrevue avec Ron Thomas, président de la section 5795 du Syndicat des Métallos à Labrador City -

Les métallos qui travaillent pour Iron Ore Canada au Labrador rapportent que près de 100 travailleurs ont reçu une suspension de 3 jours pour avoir manqué des quarts de travail pendant les Fêtes. À la mi-décembre, la compagnie a émis un mémo qui disait :

« En travaillant à la survie de IOC dans la période la plus difficile que nous ayons vécue depuis des décennies, vous appuyez les moyens de subsistance d'une communauté entière de familles et d'amis [...] Les employés qui manquent un quart de travail dans cette période critique de l'année doivent comprendre qu'ils causent des difficultés à l'entreprise qui sont encore plus grandes à cause des vacances associées à la période. Les employés qui ne se présentent pas au travail seront sujets à des mesures disciplinaires qui vont probablement résulter en une suspension de trois jours minimum. »

Iron Ore Canada est géré par Rio Tinto Iron Ore et est une société conjointe Rio Tinto-Mitsubishi-Labrador Iron Ore Royalty Income Corp. qui ont des parts respectives de 58,7 %, 26,2 % et 15,1 %.

LML reproduit ci-dessous une entrevue qui a été faite par *Forum ouvrier*, un supplément du *Marxiste-Léniniste*, avec Ron Thomas, le président de la section 5795 du Syndicat des Métallos qui représente ces travailleurs.

Workers'Forum : La section locale a rapporté que près de 100 travailleurs ont reçu une suspension de 3 jours pour avoir manqué des quarts de travail pendant les Fêtes. Peux-tu nous en dire plus ?

Ron Thomas : Juste avant Noël, le président de la compagnie a écrit un mémo dans lequel il dit que tout travailleur qui va manquer un quart de travail pendant les Fêtes pour quelque raison que ce soit va être suspendu pendant 3 jours. Cela contrevient au code de discipline de la compagnie, à

la *Loi sur les normes du travail*, qui permet sept jours d'absence pour cause de maladie ou de responsabilités diverses et à notre convention collective qui comprend des procédures sur quoi faire en cas de maladie.

Ici à Labrador City, nous avons connu un épisode de gastro dans la ville et certains de nos travailleurs l'ont attrapée. Toute personne qui a manqué même un quart de travail a été suspendue pour 3 jours. Une de nos travailleuses par exemple a fait une réaction allergique à quelque chose. Elle a été amenée à l'hôpital, a été forcée de garder le lit pendant 3 jours puis la compagnie lui a donné une suspension de 3 jours.

Nous avons déposé un grief de politique dès que nous avons reçu le mémo et un grief individuel pour chaque travailleur suspendu. Nos avocats sont en train d'examiner l'affaire. Nous avons aussi déposé une plainte de pratique de travail déloyale.

Nous avons rencontré récemment des représentants du gouvernement pour qu'ils fassent quelque chose. J'ai rencontré le premier ministre, le ministre responsable de l'Agence des relations de travail et le président directeur général de l'agence. Nous disons au gouvernement qu'il doit agir et forcer la compagnie à respecter la *Loi sur les normes du travail*. Nous n'avons pas encore reçu de réponse mais les premiers pas ont été faits. Le syndicat international a fait beaucoup de travail. Notre président Leo Gerard a rencontré des représentants de Rio Tinto. Bientôt nous allons tenir une rencontre qui réunira les directions de la compagnie et du syndicat.



WF : Ce genre de harcèlement des travailleurs sur de fausses bases est devenu chose commune depuis un bon moment à IOC.

RT : Tout à fait. La compagnie ne communique pas avec personne, elle fait juste comme bon lui semble. Selon la compagnie, tout ce qui compte ce sont les coûts et s'assurer que tout le monde est à son poste mais si vous tombez réellement malade et devez aller à l'hôpital ils vous donnent une suspension de 3 jours en plus. Ça n'a pas de sens. Ils disent que nous avons un grave problème d'absentéisme mais les chiffres à ce sujet n'ont pas changé depuis que j'ai été engagé ici il y a 25 ans. La seule différence c'est qu'au début des années 2000 ils ont engagé beaucoup de femmes et évidemment elles prennent des congés de maternité et la compagnie inclut cela dans les chiffres sur l'absentéisme.

Le nombre de griefs qui sont en arbitrage est très élevé ici. C'est difficile de même obtenir une audience. Pratiquement chaque article de la convention a fait l'objet de violation. La compagnie ne regarde même pas la convention, elle fait juste ce qui lui plaît. Récemment j'ai rencontré le vice-président de IOC pour les relations de travail. Il m'a dit que « nous sommes capables de faire fonctionner cette compagnie sans le syndicat ».

Juste en 2015, 38 personnes ont pris leur retraite, 12 personnes ont été congédiées et 54 personnes ont démissionné. Je n'ai jamais vu ça et cela fait presque 26 ans que je travaille ici. Cela te donne une idée des problèmes auxquels nous faisons face ici.

Quand les agents de la Commission de la santé et de la sécurité du travail sont venus faire une inspection récemment, ils ont émis des directives à la compagnie au sujet de la propreté des lieux et des niveaux de poussières, deux grands problèmes de santé et sécurité à l'endroit de travail. Un

autre de nos travailleurs est mort de silicose le 18 janvier dernier.

WF : Dans son mémo, IOC suggère que vous mettez la compagnie et la communauté à risque en vous comportant de manière irresponsable. Qu'est-ce que cela veut dire selon toi ?

RT : IOC blâme les travailleurs pour la situation actuelle. Même si nos travailleurs ne sont pas traités correctement, ils travaillent aussi fort que possible et à Noël ils ont même brisé un record de production dans un des départements. Nos membres savent que les marchés sont mauvais et nous voulons que cette compagnie survive mais la santé et la sécurité sont négligées, l'entretien des équipements ne se fait pas et nos membres ne sont pas traités comme ils le devraient.

C'est frustrant. Ils n'arrêtent pas de nous dire qu'il va nous arriver la même chose qu'à Mines Wabush, ils menacent tout le monde (*Mines Wabush, également au Labrador a été fermé par le monopole américain Cliffs Natural Resources en 2014 — Note de la rédaction*). En fait, Rio Tinto est une des compagnies qui font baisser le prix du fer dans le monde. Nous n'avons aucun contrôle sur les prix mais ce n'est pas le cas de Rio Tinto.

Nous voulons travailler pour cette compagnie et s'ils veulent baisser les coûts nous sommes prêts à travailler avec eux mais ils doivent commencer à traiter nos travailleurs de manière acceptable. Peut-être bien qu'ils se préparent à fermer la place mais ça ne veut pas dire qu'ils peuvent nous traiter de manière inacceptable et laisser les choses à l'abandon.



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@pccml.ca